

INDE

La quête de puissance

Synthèse des interventions



9^e SEMINAIRE PROSPECTIVE
2 décembre 2010

Délégation aux affaires stratégiques



Accueil

Général DUQUESNE **Ministère de la Défense**

Ce neuvième séminaire est organisé par la Délégation aux Affaires Stratégiques (DAS) du ministère de la Défense, en partenariat avec la Direction de la Prospective du ministère des Affaires étrangères et européennes et la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat, sous le haut patronage de Monsieur Gérard Larcher, Président du Sénat. De nombreux experts internationaux interviendront autour de tables rondes thématiques abordant l'axe de réflexion principale de la quête de puissance menée par l'Inde. Les thèmes traités seront les suivants :

- la stratégie globale de l'Inde ;
- les nouveaux enjeux de la diplomatie indienne ;
- contrainte géostratégique et modernisation de l'outil militaire indien ;
- l'Inde et la question nucléaire.

Ce séminaire met l'accent sur une thématique, une région, un pays, l'Inde. Ce choix répond avant tout et surtout à des préoccupations structurelles fondamentales. Aujourd'hui, on parle du déplacement du centre de gravité stratégique vers l'Asie. Cette dernière est d'ores et déjà la partie du monde la plus dynamique où la croissance est la plus forte, la population la plus nombreuse et les mutations les plus impressionnantes. Selon le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, l'Asie sera devenue l'un des pôles majeurs internationaux à l'horizon 2025. De fait, l'Inde est aujourd'hui forte d'une croissance économique de plus de 7 % par an au cours de la dernière décennie, ce qui l'a amenée à tirer les conséquences stratégiques de sa croissance économique et d'afficher de nouvelles ambitions. Cette croissance l'oblige néanmoins à repenser et moderniser tant sa diplomatie que son outil de défense. Ce séminaire tentera de nous éclairer sur le potentiel et les contraintes d'un pays dont la culture millénaire fascine toujours, mais reste encore très largement ignorée. Pour tenter de comprendre la modernité de l'Inde, il convient d'explorer la possibilité de nouveaux partenariats et de déceler des convergences d'intérêt tout en identifiant les menaces et les risques communs. C'est dans cette quête commune d'une multipolarité effective que les relations entre l'Inde et la France – et plus généralement l'Europe – peuvent espérer se construire.

Josselin DE ROHAN **Président de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat**

L'Inde est évidemment un pays qui constitue un centre d'intérêt majeur pour la Commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat et notre pays. L'Inde n'est pas en quête de la puissance – elle en est déjà une – mais recherche un meilleur usage de celle-ci. L'Inde est une puissance : elle en a tous les attributs même s'il lui en manque encore quelques-uns, comme le statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Le soutien à cette candidature que vient d'apporter le Président Obama complète celui d'autres nations comme la France.

L'Inde est une puissance militaire qui a entamé un important programme de modernisation de son armée et renouvellement de sa flotte d'avions de combats. Sa marine participe à la lutte contre la piraterie. Elle a un arsenal militaire d'envergure et dispose de missiles balistiques performants. Sa dissuasion repose sur une doctrine claire et responsable, incluant potentiellement une force de projection. L'Inde est un des principaux contributeurs en hommes des opérations de maintien de la paix de l'ONU. L'Inde est une puissance économique. Son PIB dépasse largement celui de la Russie. Son taux de croissance a été compris entre 9 % et 9,4 % de 2005 à 2008. Son économie a manifesté une bonne résilience face à la crise mondiale. Selon le FMI, la croissance de l'Inde devrait s'établir à 9,7 % en 2010 et à 9,4 % en 2011. Il s'agit d'une économie dynamique où le tertiaire représente 55 % du PNB contre 25 % pour l'industrie et 20 % pour le primaire. Elle s'appuie sur une

population de mieux en mieux formée, sur un système éducatif développé, mais pas seulement pour les services informatiques ou les biotechnologies. Son économie s'est diversifiée, et l'on voit de plus en plus de grands groupes indiens investir à l'étranger. On estime qu'en 2030, l'Inde sera dans le peloton de tête des grandes économies mondiales. L'Inde est une puissance politique non seulement parce qu'elle est la plus grande démocratie du monde, parce qu'elle est un pays qui bénéficie d'une remarquable stabilité politique, mais aussi parce qu'elle est une puissance régionale et mondiale avec une diplomatie active au service de son développement. Sa politique extérieure cherche en effet, par des moyens pacifiques, à garantir un environnement régional stable et éviter toute situation politique dégradée chez ses voisins qui affecterait son économie. Elle s'efforce de développer des partenariats avec les grandes puissances pour l'aider dans son développement économique et dans l'émergence de son statut de puissance globale. L'Inde s'est convertie depuis les années 90 à la real politique et affiche des analyses décomplexées qui sont bien celles d'une grande puissance. L'Europe pourrait être un partenaire global en matière de coopération stratégique (lutte contre le terrorisme nucléaire civil). L'Inde est une puissance démographique : elle s'appuie non seulement sur une population nombreuse dont le niveau d'éducation ne fera que croître, une classe moyenne qui se développe de manière accélérée, un dynamisme démographique qui continuera alors que la population chinoise déclinera. L'Inde bénéficie en outre d'une diaspora nombreuse et puissante, et est une puissance culturelle qui s'appuie sur une histoire multi millénaire où le cinéma et la littérature sont emblématiques. L'Inde est en quête du meilleur usage de sa puissance. L'Inde est une puissance qui compte et pèse fortement dans son environnement régional et mondial, mais qui a pu donner jusqu'à présent l'image d'un pays qui recherchait la puissance comme une fin en soi. Un certain unilatéralisme, un nationalisme pointilleux, une relation presque toujours conflictuelle avec ses voisins, une défense parfois étroite de ses intérêts nationaux dans les enceintes multilatérales ont pu conforter cette image. Quel est le meilleur usage que l'Inde devrait faire de sa puissance dans le monde globalisé de ce 21^{ème} Siècle. C'est la thématique de ce séminaire, pendant lequel nous nous appliquerons à comprendre la stratégie globale de l'Inde et à analyser les nouveaux enjeux auxquels sa diplomatie doit faire face ?

Qualifier l'Inde de pays émergent est dépassé. L'Inde a émergé définitivement. Ce sont les conséquences de cette émergence dont nous avons à traiter aujourd'hui.

COMPRENDRE LA STRATEGIE GLOBALE DE L'INDE

Jayant Prasad

Ambassador, Special Secretary, Ministry of External Affairs, New-Delhi

J'ai parcouru la France et l'Europe régulièrement et je suis très conscient de la contribution de la France au monde moderne. La créativité du peuple français et sa quête de l'excellence ont aidé la France à se sortir de la récente crise financière mieux que bien d'autres économies. Nous retrouvons des similitudes entre la France et l'Inde puisque toutes deux ont questionné le statut quo post deuxième guerre mondiale, mais n'ont pas cherché à changer l'ordre international.

Toutefois, les défis de la France et de l'Inde ne sont pas les mêmes. Si les menaces mondiales liées au terrorisme et à la prolifération du nucléaire existent en France comme en Inde, la manière de les traiter diffère quelque peu : la France est en sécurité en tant que membre de l'Union Européenne et de l'Otan. Elle est par ailleurs entourée de pays voisins amis. En revanche, l'Inde est exposée à la prolifération nucléaire.

L'instabilité de la zone APAC peut constituer une catastrophe pour la région et pour le monde.

Il existe dans cette zone une densité de population la plus élevée au monde, avec des taux de naissance deux fois plus importants que la moyenne générale. Cela génère des pressions en ce qui concerne l'accès à l'eau, la nourriture et les ressources naturelles.

Chacun de nos voisins se trouve à une étape difficile en termes de transition politique. C'est d'ailleurs la seule raison pour laquelle nous entretenons des relations conflictuelles avec eux.

Les objectifs de la stratégie indienne sont de maintenir la sécurité nationale et d'assurer une croissance inclusive.

Deux siècles de colonialismes ont ruiné économiquement l'Inde. Notre part de production industrielle s'est réduite considérablement en 200 ans.

Après un siècle sous domination britannique, nous avons évoqué des problèmes des paysans travaillant dans les champs de coton. L'Inde est devenue un pays pauvre. Elle a cherché à gagner en autonomie et depuis a pu surmonter avec succès beaucoup de difficultés internes comme externes au pays. L'Inde a pu intégrer et décentraliser le pays à travers la création de nouveaux états et la décentralisation des structures publiques pour arriver à une union constitutionnelle d'états.

L'expérience démocratique en Inde a entraîné une révolution silencieuse relativement pacifique, ce qui a donné lieu à des coalitions gouvernementales.

L'Inde doit faire face à de nombreux maux, tels que la pauvreté, l'inégalité, la mauvaise gouvernance et les conflits sociaux. Pourtant, elle est un exemple de démocratie et de croissance inclusive.

Les politiques étrangères de l'Inde ont été marquées par une attitude d'opposition pacifique. Gandhi a utilisé le dialogue et la mobilisation non violente comme outil politique. Cela a contribué aux comportements pacifiques des leaders indiens par la suite.

Après l'indépendance, l'Inde a voulu s'assurer de la pérennité de son nouveau statut, et a voulu se créer une marge de manœuvre sur le plan international.

L'Inde s'est opposée aux politiques de sphère d'influence, d'impérialisme, de course aux armements (armes nucléaires) jusqu'à la fin de la guerre froide.

Une série d'initiatives de désarmement avec le plan d'actions de Gandhi en 1988 a été mise en place, qui constitue toujours un objectif pour l'Inde.

Des contributions significatives à l'ordre mondial et à la jurisprudence internationale ont été apportées. L'Inde a ainsi joué un rôle dans la constitution des textes sur l'espace et le changement climatique par exemple.

A mesure qu'elle s'intègre de plus en plus à l'économie mondiale, elle adoptera des politiques élaborées dans son propre intérêt, et qui se conjugueront avec l'ordre international. En devenant de plus en plus forte, l'Inde prendra des responsabilités de plus en plus importantes pour faire face aux défis mondiaux.

Le grand défi de l'Inde en matière de sécurité est de mettre en place un environnement favorable à sa transformation, avec un accès aux marchés, aux investissements, aux minéraux stratégiques, etc. L'Inde doit pouvoir faire face aux crises alimentaires et prolonger dans le temps les succès rencontrés dans ce domaine. Elle doit travailler à mieux exploiter ses investissements en matière de capital humain notamment dans les domaines de la santé et de la sécurité sociale, compte tenu de la croissance démographique. Il faut en outre défendre les 15 000 kilomètres de frontière et les 7 000 kilomètres de côte. Enfin, il lui faut renforcer la lutte contre la piraterie, améliorer les capacités militaires et s'engager dans un effort collectif en ce qui concerne l'espace, l'océan, le cyberspace et les réseaux de communication.

A terme, l'Inde sera le pays le plus puissant dans l'océan indien. Elle doit ajuster sa politique à la montée de la Chine et la transition vers un monde multipolaire, avec de nouvelles relations plus fluctuantes et la montée des puissances non étatiques (ONG, milices, groupes terroristes).

L'Inde doit également faire face au terrorisme montant dans la région APAC qui menace la sécurité indienne et régionale. Il lui faut établir une sécurité nucléaire et se prémunir contre les attaques de groupes terroristes ou d'états.

La France est l'une des premières grandes puissances à soutenir la place de l'Inde au Conseil de Sécurité de l'ONU. Il s'agissait de mieux intégrer l'Inde dans le système mondial en faisant la promotion de la coopération nucléaire civile. La France a été suivie des Etats-Unis.

Les liens entre l'Inde et le monde - cercles concentriques – sont en construction et l'Inde engagera des efforts pour faire face aux difficultés économiques dans sa région.

Compte tenu de ces défis, l'Inde a adopté une stratégie différenciée.

Son avenir en Asie et de par le monde est prometteur puisqu'elle continue à faire face aux défis dans la zone de l'Océan Indien, cherchant à protéger la marine marchande.

Certes, il existe des divergences entre les différents pays de la région – et même des conflits sanglants - mais il existe néanmoins une coexistence pacifique entre les peuples.

Dans ce siècle asiatique, la promotion d'une intégration économique plus importante et les échanges de biens, de technologies, d'investissements et de personnes en toute liberté doit être suivie d'un engagement pour éviter les croissances inéquitables et coopérer pour plus d'activité transversale (infrastructures, l'environnement, les ressources naturelles) et aboutir au final à un cadre de coopération.

Raja MOHAN

Strategic Affairs Editor, The Indian Express, New Delhi

Les nouvelles frontières de la diplomatie indienne (G8, G20, BRICs, réforme du Conseil de sécurité)

Je souhaite aborder le multilatéralisme et l'internationalisme de l'Inde. La politique indienne est encore très ancrée dans une conception traditionnelle. Toutefois, depuis les 20 dernières années l'Inde a évolué et continuera de le faire.

Aujourd'hui, l'Occident continue à voir dans la politique extérieure indienne la mise en avant de la notion de souveraineté.

Les différents enjeux internes de l'Inde sont les suivants :

- expansion de l'universalisme ;
- dysfonctionnement de l'internationalisme et l'adaptation à l'internationalisme ;
- intégration et multilatéralisme régionaux ;
- défi des changements économiques,

Au fur et à mesure que l'Inde a développé le multilatéralisme régional et sa croissance économique, elle a adopté une position prudente en matière de questions internationales et dans sa façon de gérer les conflits.

En prenant peu à peu conscience de son poids économique, l'Inde transforme sa politique, jusqu'alors très prudente en termes de multilatéralisme, en cherchant à participer davantage aux négociations internationales.

L'accent de la politique étrangère de l'Inde a été mis sur l'autonomie, puis sur la responsabilité. L'autonomie est une mesure que mettent en avant les états faibles.

La montée en puissance de son économie est allée de pair avec l'abandon progressif de cette prise de position. Aujourd'hui, si l'opinion publique parle encore d'autonomie nationale, les autorités préfèrent communiquer sur la responsabilité de l'Inde et son rôle sur la scène internationale.

L'interventionnisme indien est cependant encore limité aux états voisins. Il convient donc d'adopter une stratégie prudentielle en matière d'interventionnisme.

L'isolationnisme militaire de l'Inde démontre sa quête de sécurité, rejointe en cela par les petits états de l'Océan Indien, qui leur apporte son soutien et continuera à le faire dans les années à venir.

Aujourd'hui, l'Inde s'est tournée vers de nouvelles organisations internationales et multilatérales (BRICs) pour créer d'autres blocs et pôles capable de faire entendre leur voix sur la scène internationale.

La transition s'opère également via le libre-échange. L'intérêt de l'Inde aujourd'hui est de s'ouvrir à d'autres marchés : elle souhaite exporter.

Elle s'implique dans les négociations en matière climatique. L'Inde rejoint le Conseil de sécurité et gagnera par conséquent plus d'important dans le paysage international.

Comment peuvent la France et l'Inde coopérer dans les années à venir sur des questions multilatérales ?

- rééquilibrage du monde en réorganisant le capitalisme mondial pour promouvoir le progrès ;
- technologies qui consomment les carburants fossiles ;
- Océan Indien : la France est une puissance dans l'Océan Indien et l'Inde tend à en devenir le protecteur en mettant en place un environnement maritime permettant à la région d'être ouverte et libre ;
- cyberspace et l'espace : faire face aux défis spatiaux et préserver la sécurité de l'espace.

L'Inde est une puissance occidentale. Si l'occident est un concept géographique, l'Inde n'en fait pas partie. Mais si l'occident est un projet des lumières - promotion contre les féodalismes et les illusions post-modernes – alors l'Inde est occidentale. Elle était une démocratie avant le Portugal par exemple.

Il faut penser l'Inde et la France au-delà de l'Europe pour que soient protégées ces lumières.

DU REGIONAL AU GLOBAL : LES NOUVEAUX ENJEUX DE LA DIPLOMATIE INDIENNE

Pierre Jacquet

Economiste en chef, Agence française de développement

De Copenhague à Cancun : comment développer un partenariat indo-européen sur le climat ?

Les problématiques du changement climatique semblent opposer pays industrialisés et grands pays émergents dans un débat politiquement inévitable mais fondamentalement stérile et très marqué par la responsabilité.

Les pays industrialisés sont largement responsables du stock de gaz à effet de serre dans l'atmosphère du fait de leur croissance. Les grands pays émergents ont un rôle déterminant à jouer dans l'identification et la mise en œuvre de modalités de croissance permettant de contrôler les flux.

L'un des apports de Copenhague a été de faire partager au plus haut niveau politique la conviction que le réchauffement climatique représente un véritable défi global, tant par ses dimensions géographiques que sectorielles, appelant une action collective internationale.

Il est dans l'intérêt conjoint de l'Europe et de l'Inde de s'engager dans la recherche de voies amenant à une telle action.

Si un accord international sur la limitation des émissions reste indispensable à terme, l'Inde et l'Europe devraient s'attacher dans l'immédiat au Sommet de Cancun en mettant en place trois principes de coopération :

- la promotion de solutions décentralisées publiques et privées tant en matière de partage d'expériences qu'en termes de mutualisation d'expertises du nord et du sud et de mise en œuvre de financements : les problématiques climatiques doivent être déclinées en fonction des caractéristiques locales des pays concernés ;
- l'expérimentation et l'évaluation à travers des expériences locales d'adaptation et d'atténuation avec la mise en place de programmes nationaux de lutte contre le réchauffement climatique. L'Inde a adopté un Plan Climat national dont les missions se mettent progressivement en place. Au-delà des mesures prises par l'Europe pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre, elle pourrait apporter des soutiens financiers, ses expertises techniques, ses lieux de discussion et d'échanges à ce plan climat indien pour favoriser un partenariat - intellectuel – (échanges de pratiques et financements orientés vers l'efficacité énergétique) ;
- les financements : il existe plusieurs idées de financements dans les négociations multilatérales. Il convient d'organiser la synergie entre les différents acteurs financiers régionaux déjà existants, les acteurs privés et publics. La mise à disposition de fonds publics doit être conçue pour promouvoir les actions publiques et privées susceptibles de contribuer à des stratégies de croissance pauvre en carbone dans les pays en développement et dans les pays industrialisés. Ces actions doivent permettre aux institutions financières nationales de demeurer des acteurs prioritaires dans les mécanismes de financement climat en direct ou en partenariat.

La coopération entre la France et l'Inde n'a pas une vocation purement bilatérale ; il s'agit d'une coopération entre l'Europe et un grand pays qui peut jouer un rôle majeur dans la redéfinition des modalités organisationnelles de l'économie et de la gouvernance mondiales.

Jean-Luc Racine

Directeur de recherche, CNRS

Inde-Chine : quelles options pour New-Delhi ?

Alors que l'Inde s'affirme sur la scène mondiale, la définition des relations entre elle et la Chine reste un axe prioritaire de sa diplomatie.

Après la visite de Rajiv Gandhi en Chine en 1988, beaucoup a été fait pour normaliser les relations bilatérales longtemps marquées par la guerre de 1962. Des accords diplomatiques ont été signés. Les visites de haut niveau se sont multipliées. Les structures de dialogue ont été mises en place, et la Chine est devenue un partenaire commercial de premier plan pour New Delhi.

A l'OMC comme à Copenhague, des convergences d'intérêt ont été trouvées. Toutefois, l'entregent financier et commercial global de la Chine, la montée en puissance de ses forces militaires, sa présence croissante dans l'Océan Indien et en Asie du Sud posent à New Delhi de nouveaux défis.

Dans un contexte ambivalent, le paradigme définissant les options ouvertes à l'Inde comme à la Chine repose sur deux bases :

- les trois C : confrontation, coopération et compétition ;
- les relations bilatérales en tant que composante du système national : les autres pouvoirs (Océan Indien et Asie du Sud) offrent des opportunités ou des interrogations à la définition de la stratégie indienne.

Les sujets contentieux (principalement frontaliers) entre ces deux pays sont multiples. Les convergences d'intérêt entre l'Inde et la Chine sont les suivants :

- front économique : Chine est en avance sur l'Inde et son avance s'accroît ;
- front défense : le budget militaire indien s'élève à environ 37 milliards de dollars alors que celui de la Chine se monte à environ 98 milliards de dollars. La Chine est l'un des membres permanent du Conseil de sécurité alors que l'Inde y aspire seulement ;
- le rapprochement entre l'Inde et les Etats-Unis : ce rapprochement marqué contribuera-t-il à la définition d'une politique d'endiguement ?

Au-delà de ces divergences, ces deux pays présentent des intérêts communs:

- la réforme du fond monétaire international ;
- la gestion du changement climatique ;
- l'Inde et la Chine affirment un besoin de stabilité pacifique dans la région pour prioriser leur croissance.

Les relations bilatérales entre ces deux pays peuvent se définir par un besoin naturel de travailler au bien commun (prospérité mutuelle, externalité positive) ;

Les options qui s'ouvrent à New Delhi sont les suivants :

- la recherche d'un consensus avec la Chine par le biais d'accommodements équilibrés ou asymétriques ;
- le commerce bilatéral : la Chine est devenue un partenaire commercial de premier plan pour New Delhi. Aujourd'hui, l'Inde travaille à rééquilibrer les échanges bilatéraux entre elle et la Chine ;
- la gestion de la problématique frontalière.

En dépit de l'asymétrie, on observe une symétrie croissante dans les pratiques de la diplomatie indienne.

En définitive, la façon dont l'Inde et la Chine se positionnent sur le nouvel échiquier asiatique comptera beaucoup pour l'avenir des deux pays, mais aussi pour la redéfinition d'un nouvel ordre mondial où un multilatéralisme effectif cherchera à équilibrer la géométrie en mouvement de la multipolarité.

L'Inde ne peut construire son architecture de sécurité trans asiatique ouverte et inclusive seule mais bien avec la Chine. L'Inde ne possède pas, au même degré, la puissance militaire et économique que la Chine a à sa disposition aujourd'hui. Aucune architecture régionale, aucun arrangement global ne peut se construire avec une certaine crédibilité sans que l'Inde n'y participe.

Le défi chinois s'inscrit à la fois dans les relations bilatérales qu'entretiennent les deux pays et dans le développement de leurs relations avec le reste du monde. Si ces deux grands pays parviennent à trouver le motus vivendi que cherchent les diplomates alors l'ordre mondial en sera en partie modifié.

Au-delà des relations franco indiennes, l'Europe peut également jouer un rôle dans la mesure des défis qui se présentent à ces deux pays.

CONTRAINTE GEOSTRATEGIQUE ET MODERNISATION DE L'OUTIL MILITAIRE

Didier BOULAUD

Sénateur, V.P. de la Commission des Affaires Etrangères et de la Défense du Sénat

La Marine indienne aurait décidé de ne plus acheter à l'étranger de bâtiments sur étagère mais de se tourner désormais exclusivement vers le *made in India*. Par cette nouvelle politique, le gouvernement indien entend semble-t-il dynamiser son industrie de défense et ainsi continuer d'accroître l'autonomie stratégique du pays au regard des menaces auxquelles sont confrontées l'Inde comme le défi grandissant de la piraterie maritime dans l'Océan Indien.

Commodore Uday BASHKAR

Director, National Maritime Foundation New Delhi

L'Inde puissance navale, quelle stratégie pour quelles menaces?

L'Inde a toujours eu une affinité particulière avec la mer en raison de sa position géographique unique dans l'Océan Indien. Mais la réalité est plus complexe. L'Inde dispose-t-elle d'une stratégie maritime ?

Un analyste américain disait que l'Inde n'a jamais eu de stratégie maritime nationale clairement articulée. Selon moi, l'absence d'une telle articulation ne nie pas l'existence d'une stratégie maritime. L'absence d'une articulation ne nie pas l'existence empirique d'une réalité donnée.

Aujourd'hui, compte tenu de la trajectoire historique de l'Inde, elle acquiert progressivement les contours d'une stratégie maritime distincte. D'ici 2030, l'Inde ferait partie d'une économie tripolaire.

La Marine indienne a récemment rendu public deux documents faisant référence à sa stratégie en la matière.

L'Inde concevait l'Océan Indien comme un simple moyen d'échanges commerciaux et culturels, un héritage qui conditionna fortement la période indienne dite moderne qui révéla les lacunes de l'exploitation du potentiel politico-militaire de sa façade maritime. La période coloniale est souvent décrite comme résultante de ce manque de perspicacité stratégique.

Aujourd'hui, la dépendance et la pertinence de l'océan sont beaucoup mieux comprises (dilemme d'Ormuz-Malacca).

La Chine et le Japon dépendent également de l'Océan Indien.

La croissance économique des États se traduit traditionnellement par le développement progressif de leur commerce extérieur, facteur d'extension de leurs intérêts économiques et stratégiques sur la scène internationale qui requièrent des instruments maritimes pour les pérenniser, les promouvoir et les étendre ainsi que des outils navals pour les protéger.

Les Marines ne peuvent traiter de problèmes qui relèvent de la police du fait d'une dimension stratégique.

L'Inde doit trouver des capacités à traiter un large spectre de menaces et de défis, allant de l'attaque terroriste et des actes de piraterie jusqu'aux niveaux stratégiques les plus élevés.

La Marine indienne doit pouvoir se renforcer d'autant plus que l'Inde entretient un rapport très particulier avec les armes.

Trois contraintes maritimes se présentent aujourd'hui à l'Inde :

- les chantiers naval (l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, la Chine) : il faut 5 à 7 ans pour l'Inde pour construire un bâtiment alors qu'il ne faut que 2 à 3 ans pour les trois autres pays ;
- la prise de décision : l'Inde est incapable de prendre des décisions rapides ;

- l'Inde a une stratégie générale dans les domaines de la sécurité et militaire : cette stratégie est réactive. Elle doit trouver les capacités stratégiques pour affronter les questions liées à la marine, l'espace et le cyberspace.

L'Inde et la France devrait entrer en discussion sur ces sujets.

Former Air Chief Marshal Fali Homi MAJOR, New Delhi

Les ambitions de l'Inde dans le domaine spatial militaire

L'Asie est le moteur mondial de croissance avec une économie en plein essor et des lignes de communication stratégiques. La croissance économique de cette région a galvanisé les forces armées. Du fait des conflits, des instabilités, de la prolifération nucléaire, l'Asie est devenue le berceau du terrorisme. La taille de l'Inde, sa croissance, ses ressources lui confèrent un certain pouvoir, une plus grande visibilité et un rôle important à jouer dans la région.

Il est important pour un pays d'avoir une capacité militaire. L'Inde dispose de toutes les ressources nécessaires pour devenir une puissance et elle détient une position stratégique dans cette région importante du monde.

L'Inde renferme des talents y compris dans le domaine de l'espace.

Depuis les 50 dernières années, la puissance aérienne est devenue une alternative de plus en plus attractive.

Les applications de l'espace font partie de notre vie quotidienne et de notre activité économique (communication par satellite, le GPS, la téléphonie mobile).

Les technologies de l'espace ont contribué à une rivalité et concurrence féroces entre les nations.

En Inde, il existe une longue tradition de l'espace liée à la sagesse, à la vision des ancêtres, aux dirigeants d'autrefois et à la coopération du gouvernement français dans ce domaine.

Les Marines protègent le transport maritime, les avions et rendent possibles le transport d'aides humanitaires, le lancement des fusées et satellites mais aussi le lancement de missiles.

Les leaders technologiques sont conscients de ce double phénomène. Si ceux-ci sont prêts à partager leurs applications civiles, ils sont beaucoup plus réticents à partager leurs applications militaires dans le domaine spatial. Les technologies de l'espace sont gardées précieusement.

En ce qui concerne la dimension militaire de l'espace, les considérations militaires et stratégiques ont toujours poussé le développement des technologies de l'espace. Les retombées civiles sont arrivées beaucoup plus tard.

L'espace militaire est composé de deux aspects :

- les avantages économiques engendrés par les activités civiles dans l'espace sont considérables. Il convient de protéger ces intérêts ;
- ces capacités ont également des utilisations militaires (communication, navigation, imagerie, etc.).

Il est donc nécessaire d'augmenter la nécessité des forces armées d'un pays surtout ceux ayant des opérations extérieures.

Aujourd'hui, les responsabilités régionales, les missions de sauvetages humanitaires, les expéditions sont indispensables sans des capacités dans le domaine spatial militaire qu'il est nécessaire de protéger.

Si beaucoup de nations ont la capacité de créer des satellites, très peu d'entre elles disposent des moyens de lancement. L'Inde a l'avantage de posséder ces deux qualités.

S'agissant de la militarisation de l'espace, aujourd'hui l'Inde doit protéger ses actifs civils dans l'espace. Les mécanismes de protection revêtent souvent une fonction militaire et nécessitent des capacités relevant de la responsabilité des forces armées.

Aujourd'hui, l'Armée indienne est au centre d'un programme de modernisation et elle s'est fondée sur un plan de renforcement de ses capacités.

La transformation des forces armées indiennes est naturelle puisque que les équipements deviennent obsolètes et que de nouvelles technologies apparaissent.

Les perspectives stratégiques indiennes trouvent leur ancrage dans leur mémoire historique et dans la culture composite de l'Inde.

J'espère vivement que le gouvernement de la France coopèrera avec les forces armées indiennes de manière inclusive, au-delà d'une relation simplement commerciale dans le domaine spatial militaire.

L'Inde et la question du nucléaire

Jean-Pierre CHEVENEMENT

Sénateur, V.P. de la commission des Affaires étrangères et de la Défense

La doctrine nucléaire indienne repose sur la non-utilisation de l'arme nucléaire en premier (« no first use »). Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) est un traité international conclu en 1968 et signé par un grand nombre de pays. Il vise à réduire le risque que l'arme nucléaire se répande à travers le monde, et son application est garantie par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). L'Inde a réalisé une explosion nucléaire le 18 mai 1974 et y a renoncé immédiatement après. Mais a repris les recherches plusieurs années plus tard et dispose maintenant de l'arme nucléaire, ayant procédé à de nouveaux essais en 1998. Peu après, l'Inde annonce un moratoire unilatéral sur les essais nucléaires.

Quelles sont les évolutions probables de la posture nucléaire indienne dans les dix prochaines années ? La doctrine nucléaire indienne évoluera-t-elle vers un accroissement de son arsenal compte tenu de l'expansion des arsenaux nucléaires chinois et pakistanais ?

Ashley TELLIS

Carnegie Endowment for International Peace, Washington

Quelles évolutions de la posture nucléaire indienne dans les dix prochaines années ?

Je souhaiterais aborder cinq grands thèmes relatifs au programme nucléaire américain :

- les armes nucléaires ont une utilité très importante mais très limitée pour l'Inde. L'arme nucléaire ne lui est pas nécessaire pour gagner des guerres, elle constitue un instrument de dissuasion ;
- l'Inde est un pays qui se nucléarise à reculons : le processus de nucléarisation de l'Inde a été lent ;
- l'Inde considère les armes nucléaires comme des instruments politiques qui doivent amener une position dissuasive face aux adversaires ;
- des interrogations subsistent quant à l'aboutissement du programme d'armement nucléaire indien ;
- les armes nucléaires indiennes ne représentent aucune menace pour le Traité de non-prolifération et pour les Etats-Unis.

En 1988, l'Etat indien a mis en place un arsenal nucléaire hors du commun. Aujourd'hui, l'Inde est entourée de pays disposant des arsenaux nucléaires aboutis. La force de son arsenal est basée sur la dissuasion : les composants de son arme nucléaire sont dispersés. Il n'existe pas d'arme nucléaire assemblée en Inde.

Les caractéristiques que présentent les capacités nucléaires des armes indiennes sont les suivantes :

- les armes indiennes sont limitées en nombre ;
- la dispersion (absence d'arme nucléaire) ;
- le contrôle centralisé des armes nucléaires.

La doctrine nucléaire indienne est née des circonstances stratégiques qui ont été favorables à l'Inde. Elle a une capacité conventionnelle qui lui permet de défendre ses intérêts sans recourir à l'utilisation de l'arme nucléaire. L'Inde peut se permettre de penser l'arme nucléaire comme un élément de dissuasion face à ses adversaires potentiels. Si la riposte n'est pas nécessairement instantanée, elle peut néanmoins être assurée.

La position géographique de l'Inde est relativement stable. En revanche, celle-ci pourrait se trouver modifiée si des changements importants venaient à se produire dans les trois domaines suivants :

- l'environnement international ;
- les circonstances liées à la menace régionale ;
- les avancées technologiques qui pourraient nuire la posture nucléaire indienne.

L'environnement international dans lequel évolue l'Inde lui est favorable. Elle assiste à un mouvement vers le désarmement. En revanche, au fur et à mesure que la puissance de la Chine augmente, la situation unipolaire pourrait devenir bipolaire (Etats-Unis et Chine), ce qui donnerait davantage d'importance à l'arme nucléaire. L'avenir du régime de non-prolifération se pose également. Si celui-ci est maintenu, l'Inde ne devra pas changer sa posture actuelle.

L'environnement régional pose cinq grandes incertitudes :

- l'expansion des arsenaux nucléaires chinois ;
- la modernisation et l'expansion du programme nucléaire pakistanais évoluent rapidement ;
- l'avenir des relations étroites entre l'Iran et le DPRK ;
- la prolifération de l'arme nucléaire à long terme à la périphérie de l'Inde ;
- les conflits de faible intensité entre le Pakistan et l'Inde.

Les avancées technologiques pourraient désavantager la posture nucléaire indienne :

- la pérennité de la structure de dissuasion de l'Inde : l'opacité pourra-t-elle être maintenue à jamais dans un monde où la transparence devient une norme ;
- aujourd'hui, ni les Chinois, ni les Pakistanais ne possède des armes nucléaires pouvant menacer les armes nucléaires indiennes. Toutefois, si ces forces nucléaires acquièrent davantage d'exactitude, l'arsenal nucléaire indien se trouvera menacé ;
- d'ici vingt ans, l'Inde développera une arme de dissuasion basée en mer. Elle aura donc besoin d'assurer la transition vers un petit arsenal prêt à l'emploi. Comment s'adaptera-t-elle à cette nouvelle capacité qui sera gérée par ses forces armées ?

La position nucléaire indienne est extrêmement conservatrice. Si des changements fondamentaux n'interviennent pas dans l'environnement géopolitique de l'Inde, la tendance sera de maintenir cette position. L'Inde a mis en place un système de contrôle civil très puissant. En outre, l'Inde se doit protéger ses intérêts dans un environnement incertain.

L'Inde a la capacité de produire trente fois plus d'armes qu'elle ne le fait aujourd'hui. Il s'agit d'un choix politique. Elle devra néanmoins réfléchir à l'équilibre entre actions défensives et actions offensives.

Bruno TERTRAIS

Directeur de recherche, Fondation pour la Recherche Stratégique

L'avenir de la dissuasion nucléaire en Asie du sud

La dissuasion nucléaire en Asie du sud avance mais n'affaiblit pas la dangerosité de la situation nucléaire sur le continent asiatique.

Cinq raisons peuvent expliquer cette dangerosité :

- contexte temporel : toute relation de dissuasion passe par une phase d'apprentissage. Selon moi, cette phase n'est pas terminée en Asie du sud ;
- contexte géographique : celui-ci est assez peu propice à la stabilité (proximité des deux acteurs nucléaires et un troisième acteur majeur, la Chine) ;
- contexte stratégique : la capacité de seconde frappe est moins importante et la croissance des arsenaux augmente ;

- contexte politique : l'importance des rôles des acteurs non étatiques dans le paradoxe de la stabilité-instabilité ;
- contexte culturel : il existe trop d'incertitudes et trop de certitudes chez les responsables indiens et pakistanais sur les capacités nucléaires des uns et des autres et la connaissance de l'adversaire.

L'arme nucléaire a très probablement réduit les risques de guerre en Asie du sud. Néanmoins, si une guerre venait à être déclarée dans la région, le risque d'escalade nucléaire resterait conséquent.

Les postures nucléaires nationales se ressemblent et les caractéristiques suivantes de la doctrine nucléaire indienne le prouvent :

- dissuasion minimale qui renvoie à la doctrine nucléaire de la France ou encore de l'Angleterre ;
- menace l'adversaire de dommages inacceptables, ce qui ressemble à la doctrine des Etats-Unis et de la France ;
- dissuasion nucléaire relevant du principe de légitime défense qui renvoie à doctrine nucléaire de la France ;
- défenses anti missiles considérées comme un complément à la dissuasion nucléaire qui renvoie à la doctrine française.

Si l'Inde doit pouvoir dissuader la Chine et le Pakistan, comment peut-elle acquérir la capacité d'infliger des dommages inacceptables sur la Chine sans entraîner le Pakistan dans une logique de course aux armements ? De nouveaux essais nucléaires seraient-ils nécessaires pour garantir que l'Inde disposera de formules d'armes thermo nucléaires crédibles ? Si oui, quelles en seraient les conséquences politiques ?

Quelle serait la position de l'Inde si les Etats-Unis, ainsi que la Chine venaient à ratifier le Traité d'interdiction complète des essais (TICE) à la seule condition que tous les états de la région ratifient également ce traité ?

Si l'accord sur le nucléaire civil entre New-Delhi et Washington se révèle être positive, y aura-t-il des arguments convaincants pour le Pakistan ?

Quelle serait la position de l'Inde si la Chine décidait de devenir une puissance nucléaire majeure à parité avec les Etats-Unis ou la Russie ?

Dans quelle mesure la constitution de l'Iran en puissance nucléaire impliquerait la redéfinition de la relation politique et stratégique entre l'Inde et l'Iran ?

Selon moi, il serait plus pertinent d'établir une distinction entre le vieux monde nucléaire (les Etats-Unis, la Russie, la France) et le nouveau monde nucléaire (l'Asie) et non entre les pays membres et non membres du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Conclusion

Pierre SELLAL

Secrétaire général, Ministère des Affaires étrangères et européennes

Ce séminaire se tient à la veille d'une visite d'état du Président de la République en Inde. Cette visite s'inscrit dans un partenariat stratégique dans lequel la France s'est engagée avec l'Inde depuis 1998. L'objectif de cette coopération est d'arriver à la signature espérée de projets d'accords dans les domaines du nucléaire civil et de la défense et de contribuer à l'accompagnement de l'affirmation grandissante de l'Inde sur la scène internationale.

Si la crise économique et financière de 2008 n'a pas bouleversé les rapports entre les puissances, elle a en revanche accéléré les processus engagés antérieurement, l'évolution des rapports de force dans le monde et le déplacement du centre de gravité vers l'Asie.

La crise a également souligné un besoin criant d'actions collectives face aux défis de la planète (changement climatique, déséquilibres mondiaux, etc.). Face à ces défis, la France et l'Inde ont réalisé très tôt qu'ils ne disposaient pas des instruments permettant d'agir.

L'objectif de la présidence française du G20 est de faire avancer la cause de la gouvernance mondiale. Cet effort en vue d'une gouvernance mondiale semble compliqué à mettre en place du fait de la situation économique difficile. Le Président de la République l'a d'ailleurs souligné lors la dernière conférence des ambassadeurs français au mois d'août 2010 : « *Le monde est à la croisée des chemins où tous les efforts accomplis peuvent être perdus ou au contraire tous les efforts accomplis peuvent déboucher sur des progrès durable* ».

L'enjeu de ce G20, né de l'urgence, est de pouvoir impulser des décisions d'ordre mondial, ainsi que des actions dans la durée. Il ne doit se transformer en un forum supplémentaire de dialogues et de débats.

Le G20 a été doté d'un programme de travail de sorte qu'il devienne le principal forum en matière de coordination économique et financière. La méthode choisie est celle d'une grande ouverture, de dialogue, de la participation et de l'écoute. Il est nécessaire de conforter les engagements pris, les actions accomplies notamment dans le domaine de la régulation économique et financière de manière à assurer la crédibilité du G20. Des mécanismes d'évaluation et de monitoring doivent également être mis en place.

En outre, il est nécessaire d'affermir l'origine de la création du G20 ; le besoin d'un renforcement de la coordination des politiques économiques des pays membres et non membres pour une croissance durable.

Ce G20 a également pour objectif de proposer de nouveaux domaines de travail comme l'aboutissement d'un système monétaire international plus stable et conforme aux réalités actuelles ou encore l'analyse de la volatilité des prix des matières premières.

L'Inde se retrouvera dans la quasi-totalité des objectifs de ce programme.

Forte d'une croissance économique de plus de 7 % par an au cours de la dernière décennie et d'une stratégie de développement fondée sur la demande intérieure, l'Inde a été peu impactée par la crise économique de 2008. Toutefois, elle ne peut rester indifférente aux risques engendrés par les déséquilibres générés par cette crise pour sa politique et son économie.

On ne peut progresser dans une négociation que si chacun est conscient de ses intérêts. La déception de l'Inde vis-à-vis de l'Union Européenne est compréhensible et reflète le manque de substance dans les rencontres entre ces deux parties. En effet, l'Europe peine à identifier et définir ses intérêts dans sa relation avec l'Inde.

Les clivages traditionnels (Nord-Sud, Est-Ouest) sont dépassées. La clé de l'invention d'un multilatéralisme plus effectif et plus efficace réside dans la reconnaissance que nous sommes tous affectés par les mêmes enjeux et objectifs et que nous devons y travailler de manière collective.

La réforme du Conseil de sécurité est importante. Siègeront pour la première fois au sein de ce conseil tous les membres du G4 (Inde, Japon, Brésil, Allemagne). Cette expérience permettra de démontrer que le Conseil de sécurité peut fonctionner de manière plus efficace et plus légitime au règlement des crises grâce à ces quatre membres. L'Inde a amplement prouvé sa capacité – notamment par sa participation aux opérations de maintien de la paix – à répondre à ces exigences. La France continuera à lui apporter tout son soutien dans sa quête de la puissance.